

Études d'histoire religieuse



Philippe Prévost, *La France et les nominations épiscopales au Canada de 1921 à 1940. Un combat pour la francophonie*, Saint-Boniface, Les Éditions du Blé, 1995, 181 p. 20 \$

Robert Choquette

Volume 62, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1007196ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1007196ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société canadienne d'histoire de l'Église catholique

ISSN

1193-199X (imprimé)

1920-6267 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Choquette, R. (1996). Compte rendu de [Philippe Prévost, *La France et les nominations épiscopales au Canada de 1921 à 1940. Un combat pour la francophonie*, Saint-Boniface, Les Éditions du Blé, 1995, 181 p. 20 \$]. *Études d'histoire religieuse*, 62, 100–101. <https://doi.org/10.7202/1007196ar>

Philippe Prévost, *La France et les nominations épiscopales au Canada de 1921 à 1940. Un combat pour la francophonie*, Saint-Boniface, Les Éditions du Blé, 1995, 181 p. 20 \$

En 1994, Prévost a publié *La France et le Canada: d'une après-guerre à l'autre (1918-1944)*. Ici, il veut reprendre plus en profondeur un des thèmes qu'il a abordé dans son premier livre.

L'ouvrage est divisé en deux parties d'inégale longueur, la première (p. 5-61) faisant l'histoire de son sujet avant 1921, et la deuxième (p. 62-151) l'étudiant pendant les deux décennies entre 1921 et 1940. Les sources primaires explorées sont les archives du Quai d'Orsay couvrant la période en question, les archives du Vatican étant fermées aux chercheurs après 1922.

Ce petit livre de Prévost renseigne le lecteur sur le rôle de divers diplomates français dans la question des nominations épiscopales au Canada. Le lecteur y apprend la part, parfois déterminante, jouée par les représentants du Quai d'Orsay en poste à Montréal, Ottawa, et surtout à Rome. Malheureusement, c'est tout ce qu'on peut dire en sa faveur, étant donné sa mauvaise organisation, ses nombreuses inexactitudes et sa recherche superficielle.

Au départ, l'auteur nous rappelle certaines données historiques au sujet des relations Église-État en France. Après quelque vingt-cinq ans de brimades à l'égard des congrégations religieuses en France (1880-1904), la république avait rompu avec le Vatican en 1904 pour ensuite établir une séparation rigoureuse des Églises et de l'État en 1905. Seize années plus tard, elle rétablit ses relations diplomatiques avec le Saint-Siège, après avoir obtenu que le Saint-Siège s'assure de l'assentiment de Paris avant toute nomination épiscopale en France, pays qui était désormais autorisé à bloquer toute nomination pour raison politique. Néanmoins, à compter de 1921, le Quai d'Orsay a un diplomate accrédité auprès du Saint-Siège.

Jugeant que la France ne montra aucun intérêt dans la politique religieuse au Canada avant 1921, Prévost écrit néanmoins une cinquantaine de pages résumant la situation canadienne. Traitant à tour de rôle de l'Acadie, de l'Ontario, et de l'Ouest, il fait ressortir la lutte que se livraient le clergé anglophone et francophone dans toutes les parties du Canada hors Québec. Il se fonde sur quelques ouvrages, notamment ceux de Jean Daigle, de Robert Choquette, de Lionel Groulx et de Robert Rumilly. Dans sa deuxième partie, l'auteur exploite surtout les archives du Quai d'Orsay, voulant montrer que l'intervention de la France dans les nominations épiscopales du Canada était attribuable à sa politique culturelle. C'est-à-dire que la France cherchait avant tout à protéger le fait et les intérêts français au Canada, et ne cherchait en rien à s'immiscer dans les affaires religieuses.

Ce livre est décevant, la recherche s'y avérant très incomplète, le texte et les tableaux parsemés d'erreurs et d'inexactitudes historiques, et l'organisation artisanale. Plusieurs études portant directement sur le sujet n'ont pas été consultées, les chapitres sont d'une brièveté déconcertante; il arrive même que le texte soit un galimatias incompréhensible, par exemple, lorsque Prévost entreprend de résumer l'histoire du Nord-Ouest du Canada au dix-neuvième siècle (p. 43). Prévost donne à ses personnages des appartenances ethniques confuses et changeantes. La plupart des Canadiens français sont désignés comme tels, mais les Canadiens irlandais deviennent le plus souvent des Irlandais tout court, mais sont parfois des Canadiens irlandais. De fait, tous les anglophones, quelle que soit leur origine ethnique, deviennent des Irlandais.

Le nombre d'erreurs est déconcertant. À titre d'exemples, le Canadien Mgr Mathieu devient un Français (p. 17), le Français J.-E.-B. Guigues devient un Canadien français (p. 26), un évêque d'origine mi-écossaise comme C.-H. Gauthier devient un Irlandais (p.47). Les abbés Provencher et Dumoulin sont envoyés dans l'Ouest en 1819 plutôt qu'en 1818 (p. 12); Vital Grandin serait devenu évêque de Saint-Albert dès 1867, alors que le diocèse ne fut créé qu'en 1871, et le même ne serait décédé qu'en 1907, plutôt qu'en 1902; le Saint-Siège aurait envoyé un délégué au Canada en 1883 du nom de Demers plutôt que Smeulders; les martyrs canadiens canonisés en 1930 auraient été des «franciscains, appelés récollets, et des jésuites» (p. 109).

En plus de nous faire entrevoir le rôle des diplomates français dans cette question des nominations épiscopales au Canada, Prévost nous apprend parfois des choses. Ainsi la promotion de Mgr Villeneuve au rang de cardinal en 1933 serait attribuable principalement au Premier ministre Robert Borden, qui voyait un avantage électoral dans la nomination. L'auteur fait ressortir le rôle antifrançais d'hommes d'Église comme les cardinaux Merry del Val, De Lai, et Sbarretti, ainsi que la francophilie du cardinal Pacelli, le futur Pape Pie XII. Il fait voir que la politique du Saint-Siège en matière de nominations épiscopales ne devint équitable à l'égard des Canadiens français qu'à compter de 1935.

Il est à regretter qu'un sujet aussi riche n'ait pas fait l'objet d'un livre mieux documenté et plus soigné.

Robert Choquette
Département des sciences religieuses
Université d'Ottawa

* * *